

L'EDITO DE JUILLET 2024 : IL FAUT DONNER POUR RECEVOIR



Après sa décision de n'accorder aucune augmentation de salaire aux personnels de France Travail, malgré l'inflation galopante, le nouveau Directeur Général s'est personnellement engagé (voir son mail du 19 juin) dans une proposition qui nous concerne tous : le projet "Vision et valeurs communes".

Il nous décrit ceci en 2 points principaux :

- « Se doter d'une vision nous permettra de définir une ambition de ce que nous voulons être, accomplir et incarner en tant que service public dans les prochaines années et de nous fixer un cap.
- Se doter de valeurs partagées nous permettra d'accomplir ces missions et d'atteindre cette ambition selon des principes communs à toutes et à tous. Ces valeurs seront le reflet des convictions qui nous unissent. Elles constitueront des repères pour chacun d'entre nous, des principes de fonctionnement et d'action, en interne mais également vis-à-vis de nos publics et de nos partenaires. »

La liste n'est pas exhaustive...

Evidemment, dans ce genre de communication, toute négativité est exclue. Les mots et expressions s'enchaînent comme par magie, en multipliant même les redondances :

- porteuse de sens
- démarche collaborative de co-construction
- ensemble
- principes communs à toutes et à tous
- valeurs - visions
- convictions
- cadre – boussole
- fonctionner collectivement de manière harmonieuse et efficace
- chacune et chacun d'entre nous
- des repères pour chacun d'entre nous
- chacun d'entre nous
- cela guidera les décisions et l'action de tous et de chacun
- fonctionnement plus collaboratif et responsabilisant
- démarche collective
- trait d'union
- co-construction itérative
- impliquera chacun d'entre nous
- permettra à chacun de participer et s'exprimer pleinement
- réussite
- au service de tous

L'UNSA ne reprochera sûrement pas à la direction d'avoir l'ambition de donner un sens à notre travail. Simplement, ici, il n'est pas question de donner un sens mais de *se doter* (ensemble) *d'une vision et de valeurs*. Près de 60 000 agents sollicités pour se doter de 2 choses que nous sommes déjà censés posséder !

Car, si nous ne voyons pas exactement ce que signifie le mot « vision », nous savons bien ce que définissent une feuille de route, une convention tripartite et une convention d'assurance chômage. Nous savons ce qu'est la politique d'un gouvernement et les décisions de nos tutelles.

De la même façon, si les « valeurs » sont une notion mouvante, nous connaissons bien celles qui nous unissent : les valeurs de la République, et celles du service public. Qu'est-il besoin de revenir là-dessus ?

En outre, souvenons-nous de l'opération organisée début 2018 à Pôle emploi : la définition de la position de Pôle emploi en vue de négocier la convention tripartite, où il était déjà question de réfléchir à nos valeurs. Pour cela, des centaines d'animateurs furent formés, des centaines de réunions se tinrent, des milliers de mots furent échangés, des rapports furent scrupuleusement établis, et tout cela finit aux oubliettes.

C'était couru d'avance.

Les initiatives participatives ne sauraient modifier notre condition : nous sommes un opérateur soumis à l'autorité du gouvernement. Les grandes orientations, les valeurs, les visions, les moyens, les objectifs nous sont donnés, nous ne les faisons pas naître de la discussion interne, fût-elle ouverte, collective, empreinte d'écoute bienveillante et d'ambitions nobles. L'Unédic et l'Etat sont bel et bien là.

Les agents de France travail attendent que la Direction fixe le cap. Ils ne recignent pas à faire les efforts, mais chacun son travail ! Ils ne manquent pas de valeurs communes, ils manquent d'effectifs et de pouvoir d'achat. Avant de demander aux agents de construire une vision, payez-les mieux ! Si vous voulez recevoir, donnez ! Avec les NAO à zéro sur plusieurs années, les agents ont une perte de pouvoir d'achat de 17% par rapport à l'inflation cumulée. Et la taille des portefeuilles explose. Là sont les urgences que nous devrions traiter.

